

Tendances

Vu du Moyen-Orient, le Président français Emmanuel Macron réussit, progressivement, le défi de **rehausser l'image de la France** comme acteur qui pèse sur les questions internationales et régionales. Mais, **une stratégie de communication optimale et un dynamisme débordant ne suffiront pas à garantir un retour réussi de la France** aux affaires régionales [[Qatar, Syrie, Libye, terrorisme : Paris s'implique au moindre coût et gagne en visibilité](#)]. Le Président et son équipe le savent parfaitement, et s'impatientent lorsqu'il s'agit de commencer à **traduire cette gesticulation surmédiatisée en actions concrètes**. Du côté des acteurs de la région MOAN, on apprécie cette visibilité, que l'on estime prometteuse, de la France, et on prend acte du repositionnement prudent et pragmatique de Paris sur les dossiers régionaux. Mais on attend la suite comme on l'annonçait dans une précédente *LettreM* [[Recentrage de la politique française au Moyen-Orient : relativiser et rationaliser](#)].

Les annonces et prises de positions de la France sur les questions du Moyen-Orient commencent à se traduire en actions et en projets. **Le prochain test sera dans la concrétisation de certains de ces projets et dans la transformation des actions en actes**. Les annonces et prises de position de la France, telles que perçues par les acteurs moyen-orientaux, paraissent cohérentes dans l'ensemble, même pour ceux qui ne les soutiennent ou ne les apprécient pas [[Moyen-Orient : Jouer la carte du pragmatisme](#)]. **Le cadre général de la nouvelle approche française est lui-même cohérent** : agir seul lorsque cela est possible, adossé à un partenaire crédible lorsque cela est nécessaire, dans le cadre d'un ensemble modulable lorsque cela est utile. C'est le signe d'une volonté de l'Exécutif français de **montrer des ambitions mesurées et de mobiliser des moyens adaptés**, surtout sur des dossiers, ceux du Moyen-Orient, dont certains peuvent être relégués au deuxième plan sur l'échelle des priorités nationales actuelles.

S'ouvrir sur l'Iran, seul, sans froisser les alliés arabes et internationaux, est désormais jouable [[Moyen-Orient : Paris s'ouvre sur Téhéran, sans perdre Riyad et Abou Dhabi](#)]. Contribuer à la gestion des dossiers syrien, irakien et libyen, dans le cadre d'une coordination intelligente avec les deux principales puissances, la Russie et les Etats-Unis, est maintenant une évidence. Mobiliser l'Allemagne et l'Union Européenne pour lancer l'Alliance pour le Sahel est, dans le contexte actuel, judicieux.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

Les exemples sont nombreux, en effet, où la France de Macron annonce sa volonté d'agir et de peser sur les dossiers régionaux, seule ou non :

la lutte contre le **terrorisme** (*qui dépasse la seule guerre contre l'Etat Islamique dont l'effondrement supposé annonce une révision générale de l'engagement international contre le terrorisme*),

la **sécurité énergétique** (*où la France entend peser lorsqu'il s'agit du potentiel offshore en Méditerranée, de la sécurisation des voies d'approvisionnement, etc.*),

le **processus de paix israélo-palestinien** (*Macron s'est entendu avec le Président Mahmoud Abbas de préparer une nouvelle initiative dans ce cadre, avant d'appeler quelques jours plus tard devant le PM israélien Benjamin Netanyahu à reprendre les négociations de paix axées sur la solution des deux Etats*),

la **stabilité du Liban** (*là aussi, le pragmatisme revient en force avec la préparation de réponses françaises à la vraie situation politique libanaise et régionale*),

le règlement du **conflit syrien** (*la préparation, avec Washington, d'une feuille de route pour l'après-guerre, et une coordination convenue avec Moscou, en renonçant à faire du départ du Président Bachar el-Assad un préalable au règlement politique*) [[Syrie : Macron veut ramener la France dans le jeu](#)],

la contribution à la **reconstruction de l'Irak** (*là aussi, cela ne pourrait se faire sans un partenariat et une coordination avec les puissances internationales et régionales qui comptent*),

la stabilisation urgente de la **Libye** (*Macron prépare une initiative pour la Libye qui devrait se faire sous un parapluie onusien et avec une contribution multilatérale : Etats-Unis, Russie, Italie, Egypte, Emirats Arabes Unis, Algérie*),

la contribution au règlement de la **crise du Qatar** (*Washington ferait de la place à un rôle d'appoint pour la France dont l'intérêt stratégique est d'éviter un pourrissement de la situation et, surtout, d'éviter d'être amenée à prendre position pour l'un ou l'autre des deux camps opposés*) [[Crise entre les partenaires arabes de référence de la France](#)].

L'évaluation des idées, propositions, plans, projets ou initiatives annoncés par la France ces dernières semaines, ou en préparation, permet, déjà, d'en apprécier les chances de succès. Cet exercice, *LettreM* l'a fait, à travers une démarche rationnelle qui compare à la fois une série de paramètres : l'évolution des politiques françaises sur les dossiers régionaux, l'évolution des priorités nationales et stratégiques telles que définies par le gouvernement actuel, les diverses contraintes qui militent pour ou contre les politiques suivies par la France, etc. Dans cet exercice, **LettreM propose des recommandations** aux (...).

*La suite de **Tendances** est réservée aux clients de MESP*

E-Diplomacy

Le Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères **Jean-Yves Le Drian a effectué une tournée dans le Golfe**, les 15-16/07, comprenant le Qatar et le camp opposé : l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis. Il s'est également rendu au Koweït dont la France soutient la médiation, faute un peu de pouvoir lancer elle-même une médiation crédible et acceptée de tous dans le contexte actuel.

La crise s'enlise, le blocage est total, la médiation koweïtienne (ou koweïto-omanaise en réalité) est bloquée, et les efforts américains tardent à porter leurs fruits. La France risque, avec le pourrissement de la situation, de se retrouver dans une posture embarrassante si l'un ou l'autre des camps opposés exigeait d'elle **de renoncer à sa neutralité dans cette crise** qui oppose les partenaires arabes de référence de Paris. La France se devait de saisir cette occasion pour monter au créneau. Son MEAE, personnage très apprécié par les dirigeants arabes du Golfe, a donc pris l'initiative et **joue le rôle de « facilitateur »** ...

Sur Twitter, où les Ambassades de France dans les capitales arabes concernées étaient bien entendu mobilisées pour accompagner la visite de leur Ministre de tutelle au lendemain des célébrations du 14 Juillet, la tournée de JYLD était largement couverte et commentée. *LettreM* a notamment suivi les comptes sur Twitter du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (@francediplo @francediplo_EN @francediplo_AR), du MEAE Jean-Yves Le Drian (@JY_LeDrian), des Ambassades/Ambassadeurs de France au Qatar (@FranceauQatar), en Arabie saoudite (@FranceinKSA), aux EAU (@FranceEmirats ; @ludovic_pouille), au Koweït (@FranceKoweit), des Ministres/Ministères des Affaires étrangères qatari (@MBA_AlThani_), saoudien (@AdelAljubeir), émirati (Ministre d'Etat aux Affaires étrangères @AnwarGargash), koweïtien (@MOFAKuwait_en) et des Ambassades arabes à Paris (@KSAembassyFRA, @QatarAmbFrance).



Cette tournée du MEAE français, dans le sillage du Secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson, intervient alors que la médiation koweïtienne n'avance plus et que les interventions américaines semblent en phase de surchauffe. **Le timing est jugé propice à une intervention française, dont l'objectif est de pousser les diverses parties à la désescalade et de maintenir la France dans le jeu.**

Il débute sa tournée donc au **Qatar** avec une rencontre avec l'Emir Tamim Ben Hamad Al Thani, des discussions avec son homologue Mohammad Ben Abdullah Al Thani, et une visite du Musée National du Qatar (Jean Nouvel) en compagnie de cheikha Mayassa Bint Hamad Al Thani (@almayassahamad) comme pour signifier **que la crise n'affecte en rien les relations et les programmes en cours entre les deux pays.**



Avec tact et diplomatie, JYLD a mené sa mission dans le Golfe, axée sur la crise du Qatar, tout en réussissant à montrer que pour la France, c'est **business as usual**, encore pour le moment.

A **Djeddah**, où il s'est rendu après Doha, JYLD s'est entretenu avec le MAE Adel al-Jubeir qui a multiplié les gestes de courtoisie à son égard et les propos élogieux à l'égard de la France dont les positions sont appréciées par Riyad « sur tous les dossiers du Moyen-Orient ».



Le MAE a pourtant commis un impair avec son homologue français lorsqu'il a annoncé, au cours de la conférence de presse commune, que **le royaume fournira à la France un dossier complet sur les abus commis par le Qatar...**



Cela embarrasserait, plus tard, la France et risquerait de lui faire perdre de sa neutralité, surtout si le lobby pro-saoudien et pro-émirati à Paris s’emparait de ce dossier...

En Arabie saoudite, comme au Qatar, JYLD a voulu montrer que la France est là aussi dans une posture de **business as usual**, indépendamment de la crise : il a été reçu par le Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, vice-Premier ministre, Ministre de la Défense (mais, contrairement à son homologue américain, il n’a pas été reçu par le Roi Salman).



Il a saisi cette occasion pour vendre l'idée d'une **Commission franco-saoudienne** (*réunion prévue avant la fin de l'année*) et d'une **association plus fructueuse de la France à l'implémentation de la Vision 2030**. Il est question de dynamiser les échanges entre les deux pays, indépendamment, là encore, de la crise actuelle du Qatar.



Lors de sa visite, le 16/07, au **Koweït**, où il a été reçu par l'Emir Sabah el-Ahmad al-Jaber Al Sabah, JYLD a renouvelé le **soutien de la France à la médiation koweïtienne, comme pour insister qu'il n'y a pas de « médiation française »** comme cela est maladroitement annoncé par des experts et analystes sur les chaînes parisiennes.

Alors que la crise s'internationalise, de facto, JYLD et ses interlocuteurs arabes insistent constamment sur la nécessité de la régler localement...



Aux Emirats Arabes Unis (où l'Ambassadeur de France Ludovic Pouille mérite le titre de E-diplomate du mois), le MEAE français a clôturé sa tournée régionale en s'entretenant avec l'homme fort du pays le Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh **Mohammad Ben Zayed Al Nahyan**, qu'il venait de rencontrer à Paris à l'occasion de sa visite à l'Elysée (*le MAE cheikh Abdullah Ben Zayed Al Nahyan se trouvait en déplacement officiel à Rome*).



Parmi les pays de la zone, **les EAU semblent la valeur la plus sûre pour la France dans le contexte actuel**. Cela fait porter une lourde responsabilité aux responsables du dossier, à l'équipe présidentielle, à JYLD lui-même et à son Ambassadeur sur place, et, bien entendu aussi, au Ministère des Armées qui maintient une présence visible dans ce pays.



Avant l'arrivée du MEAE, les Ambassades françaises célébraient la fête nationale et les Ambassadeurs (plusieurs d'entre eux) multipliaient les messages d'amitié à travers les médias locaux. *LettreM* s'est intéressée en particulier à l'interview accordée par l'Ambassadeur à Riyad François Gouyette au quotidien al-Riyadh (retweetée aussi via @FranceinKSA), et à celle accordée par l'Ambassadeur à Abou Dhabi Ludovic Pouille parue dans al-Ittihad et Gulf News (largement diffusée par @FranceEmirats et surtout @ludovic_pouille).



Pour sa part, l'Ambassadeur à Amman David Bertolotti (@bertodiplo ; @FranceJordanie) a accordé une interview au quotidien Addustour, et son équipe a proposé une intéressante infographie sur les relations franco-jordaniennes, en arabe et en français.



En Iran, l'Ambassadeur François Sénémaud a accordé une interview au journal Shargh, proche des réformateurs, dans laquelle il se félicite qu'« aucun pays n'a été plus actif que la France dans la reprise des

relations économiques avec l'Iran » (le sujet était à l'ordre du jour des discussions à Paris entre les Présidents Emmanuel Macron et Donald Trump, alors que le lobby anti-régime iranien agit en vue de retarder une trop grande ouverture économique française sur l'Iran) et aborde les question géopolitiques prioritaires pour la France : lutte contre Daech et stabilité régionale.



France en Iran @FranceenIran · 31m

Interview de l'Ambassadeur dans Sharq : « Aucun pays n'a été plus actif que la France dans la reprise des relations économiques avec l'Iran »

Translate from French



2

4



France en Iran @FranceenIran · 44m

مصاحبه سفیر در روزنامه شرق : میارزه با داعش در بطن نگرانی هایمان قرار داد چرا که به امنیت ملی مان مربوط می شود

Translate from Persian



3



La suite de cette note et de la rubrique **E-Diplomacy** est réservée aux clients de MESP

La France vue par les 24

Le 14 Juillet est l'occasion pour la France de **montrer son outil de défense, sa « crédibilité » militaire**. Loin des polémiques franco-françaises (*qui commencent cependant à fuiter dans les médias arabophones et sur les réseaux sociaux...*), sur le budget de la Défense notamment et sur les priorités en matière de programmes d'équipement, **l'image des Forces armées françaises est toujours égale à elle-même auprès des partenaires arabes de la France**. Et malgré les **rumeurs sur le risque d'une marginalisation progressive de la base militaire française de Djibouti** avec l'inauguration par les Chinois de leur première base à l'étranger dans ce pays stratégique, **on ne doute pas**, parmi les partenaires de la France, **ni des capacités opérationnelles des Forces armées françaises, ni de leurs moyens de projection, ni des technologies militaires françaises**.

Les experts arabes, y compris ceux parmi les dirigeants nationaux qui pratiquent la chose militaire (*exemples : le Prince héritier d'Abou Dhabi et vice-commandant des Forces armées émiraties cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan, ou le Président égyptien le maréchal Abdel-Fattah al-Sissi*), connaissent **les points forts et les points faibles de l'outil militaire** et technologique français, et savent relativiser le poids de la défense française par rapport, notamment, à la superpuissance américaine.

Militairement et stratégiquement, la France, puissance nucléaire, est perçue par ses partenaires telle qu'elle est réellement : une puissance moyenne, technologiquement avancée, volontariste, et crédible. Son image, générale, évolue en fonction de ses politiques régionales, de son engagement concret pour les causes de ses partenaires. Aujourd'hui, alors qu'elle repense sa posture régionale (lire *Tendances*), tout en consolidant ses acquis avérés, **la France gagne en crédibilité et son image en profite**. **Son outil militaire**, qui ne pouvait impressionner l'invité d'honneur du 14 Juillet le Président américain Donald Trump, paraît, malgré le risque de surchauffe que l'on sait, **adapté aux attentes des partenaires arabes**.

La France, qui a fourni des Rafale et des Mistral à **l'Égypte**, maintient une présence active auprès des Forces égyptiennes comme en témoigne l'exercice Cléopâtre 2017 qui succède cette année à Ramsès 2016. Ses Forces spéciales sont impliquées dans les opérations au **Sahel**, où elle propose une Alliance européenne avec l'Allemagne, en **Libye** où elles coordonnent leurs actions avec les forces alliées, arabes et occidentales. Ses avions et navires sont engagés dans les coalitions anti-Daech, à partir de la **Jordanie**, du **Golfe**, de la **Méditerranée** (*où patrouillent actuellement plusieurs bâtiments de la Marine nationale dont les frégates Le Chevalier Paul et Le Languedoc*). Sa contribution aux opérations menées par la coalition saoudo-émiratienne au **Yémen** permet d'accroître l'efficacité des forces coalisées, et de limiter aussi les dommages collatéraux de leurs frappes. Sur la **base d'al-Aïn à Abou Dhabi**, les avions français rassurent les Emirats Arabes Unis, même si leur défense stratégique repose essentiellement sur la protection offerte par le parapluie américain, et crédibilisent l'engagement régional de la France.

Les exemples sont nombreux qui confirment **l'image plus que correcte, valorisante même, de l'outil militaire français auprès des partenaires arabes de la France**. Son ouverture sur la Russie, son rapprochement spectaculaire avec les Etats-Unis, la consolidation de son alliance avec l'Allemagne, sont autant de facteurs qui valorisent encore plus ces partenariats entre la France et les pays arabes. La diplomatie des Rafale, du Charles de Gaulle (*aujourd'hui en maintenance*) et des FREMM, et celle des opérations spéciales et des technologies industrielles, et celle aussi des bases et accords de défense, profitent considérablement à la France et consolident sa posture régionale. Pour les Ambassadeurs en poste dans les capitales arabes, la mise en valeur de (...).

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

Grands contrats

Moyen-Orient : Vision 2030 (Arabie saoudite), Rafale (EAU), DONAS' (Liban)

Trois pays, trois axes de coopération majeurs avec la France : réintégrer les Français dans la Vision 2030 saoudienne, profiter du contexte géopolitique actuel pour débloquer le programme Rafale aux EAU et pour relancer la coopération militaire avec le Liban.

Arabie saoudite : En insistant sur la Vision 2030, comme axe majeur de partenariat entre son pays et l'Arabie saoudite [lire dans E-Diplomacy et Spotlight], l'Ambassadeur de France à Riyad François Gouyette reflète parfaitement bien les priorités croisées des Saoudiens et des Français : créer une synergie économique et industrielle entre les deux pays afin de rehausser le niveau des échanges au niveau du partenariat politique présenté comme stratégique.

Gouyette a pris ses fonctions à Riyad en septembre 2016, et les Français avaient déjà pratiquement raté le coche en omettant d'intégrer Vision 2030, si chère à celui qui s'apprêtait à devenir Prince héritier et qui se prépare aujourd'hui à devenir Roi, à leur politique saoudienne [[Arabie saoudite : Paris doit placer « Vision 2030 » au cœur de sa politique saoudienne](#)]. C'était sous Hollande, qui privilégiait l'Arabie saoudite parmi les partenaires régionaux de la France, en présence de l'ancien Prince héritier Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz qui voyait en la France un précieux partenaire stratégique, et sous Obama dont le mandat pouvait laisser l'espace qu'il convenait en Arabie saoudite aux autres partenaires du royaume. Aujourd'hui, avec une administration américaine offensive, un Prince héritier, Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, égocentrique et caractériel, un Emmanuel Macron qui hésite à marquer ses préférences au niveau de ses relations arabes, les choses peuvent paraître encore plus dure à rattraper.

Pour autant, les contrats franco-saoudiens attendus ou espérés, y compris et surtout aussi dans le domaine de la défense, devront nécessairement intégrer la Vision 2030. Il n'est donc pas trop tard, au contraire, pour élaborer une politique franco-saoudienne axée sur la Vision 2030, même si cela exige, des deux côtés, une réelle volonté politique et de vraies convictions sur la pérennité des relations bilatérales.

La question a été évoquée lors de la rencontre le 15/07 à Djeddah entre le MEAE Jean-Yves Le Drian et le Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz (lire E-Diplomacy), alors que les deux décidaient la création d'une Commission mixte qui aura pour objectif de dynamiser les échanges économiques et commerciaux notamment. Les industriels français, y compris ceux de la défense, devraient y être associés, à condition (...)

Emirats Arabes Unis : Pour sa part, l'Ambassadeur de France à Abou Dhabi, Ludovic Pouille, qui vient de prendre ses fonctions, a lui aussi évité (*comme son homologue de Riyad*) d'aborder la délicate question de la coopération militaire entre la France et les Emirats Arabes Unis, dans ses multiples interventions publiques et ses déclarations [lire dans E-Diplomacy et Spotlight], insistant sur les dimensions économiques, culturelles. Pourtant, la coopération militaire, coordonnée pendant des années par l'actuel Ministre de tutelle de Pouille, le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian (*ancien Ministre de la Défense*), est au cœur des relations franco-émiraties. Et, au cœur de cette coopération, un homme : le Prince héritier d'Abou Dhabi, vice-commandant des Forces armées fédérales cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan.

MBZ, qui vient d'être reçu à l'Élysée par le Président Emmanuel Macron, avant de recevoir (*à nouveau*) Jean-Yves Le Drian (*dans le cadre de sa tournée dans le Golfe*), est le garant d'une convergence de vues durable entre les deux pays, indépendamment du pouvoir français [[Emirats Arabes Unis – France : Une convergence durable \(suite\)](#)] [[EAU-France : Une convergence durable](#)]. **MBZ surexploite l'outil militaire, et mise, aussi, sur son partenariat avec la France pour en tirer le meilleur parti** [[Emirats Arabes Unis : Mohammad Ben Zayed \(sur\)exploite le Complexe Militaro-Industriel](#)].

Malgré sa proximité avec le Complexe Militaro-Industriel américain, et avec l'actuelle administration, MBZ réserve une place centrale à la France dans son tour de table des alliances stratégiques. Sur le plan stratégique et militaire, Emiratis et Français agissent ensemble sur des terrains sensibles, là où parfois il est même difficile de suivre MBZ... : Yémen, Libye. La base militaire française d'al-Aïn incarne parfaitement cette alliance militaire stratégique entre les deux pays, en plus des accords et des programmes de coopération bilatéraux.

Les programmes d'armement en font partie bien évidemment : **la France ne désespère pas arracher à MBZ une commande de Rafale, comme une preuve de son attachement durable, dans un contexte géopolitique aussi instable, à son alliance avec elle**. Les espoirs français sont entretenus d'un mandat présidentiel à un autre [[EAU : Mohammad Ben Zayed à l'Élysée : le changement, c'est maintenant...](#)]. La clé d'un tel programme à forte teneur politique, ne serait-elle pas aux mains de l'Élysée, justement ? (...)

Liban : Au Liban aussi, l'Ambassadeur de France Bruno Foucher, arrivé la veille du 14 Juillet [lire dans E-Diplomacy et Spotlight], affirmait à l'occasion de la célébration de la fête nationale à la Résidence des Pins que « les frontières du Liban sont les frontières de la France », et que « la coopération avec le Liban en matière de sécurité est en tête des priorités de la France ». Certes, le diplomate parle de toutes les frontières du Liban : celle où un contingent français sert sous les couleurs de l'ONU (FINUL), celles où patrouillent aussi les bâtiments de la Marine nationale (FINUL et hors-FINUL), et celles où des experts français prêtent mains fortes à l'Armée libanaise dans sa mission de lutte contre les djihadistes.

La sécurité dont il fait une priorité française est, elle aussi, à prendre dans son sens large : stabilité interne, lutte contre le terrorisme, stabilisation du front israélien, défense de l'intégrité territoriale du Liban, etc.

Mais il vient automatiquement à l'esprit cette ambition française, mal exprimée pour une multitude de raisons, de contribuer, efficacement, à la restructuration des Forces Armées Libanaises et à leur équipement. Le programme DONAS, mal conçu dès son lancement car trop politisé [[Liban-France – Arabie saoudite : DONAS et sa dangereuse politisation](#)] [[Liban : Relance \(partielle\) du programme DONAS : timing politique ou militaire ?](#)] [[Liban – France : Prisonnier d'enjeux régionaux, DONAS survit tant bien que mal](#)] [[Liban : Relancer DONAS : François Hollande parviendra-t-il à convaincre Riyad ?](#)] est définitivement perdu. Il est perdu pour le Liban, et pas pour les deux autres partenaires, la France et l'Arabie saoudite qui l'ont transformé en *Saudi-Fransi Military Program* au profit des Forces armées saoudiennes.

Depuis, Paris a repris ses programmes d'aides à l'Armée libanaise, parfois dans l'urgence, et maintient une présence militaire active aux côtés de ses alliés libanais. Mais on est loin des ambitions exprimées lorsque l'axe franco-saoudien pensait imposer son diktat au Liban, jusqu'à imposer, à l'axe syro-irano-Hezbollahi, un programme de transformation des FAL aussi ambitieux que DONAS. Le 16/07, le Ministre libanais de la Défense Yaacoub Sarraf disait souhaiter la reprise de la donation saoudienne au profit des FAL...

Le contexte géopolitique évolue, et le contexte interne au Liban aussi. Le nouvel Ambassadeur de France, dont la nomination à Beyrouth reflèterait aussi ces évolutions régionales et internes, pourrait plancher sur un nouveau programme d'aide militaire aux FAL, moins ambitieux que DONAS, et plus ambitieux que les programmes actuels, et, surtout, mieux adapté à la réalité libanaise et à la nouvelle posture française sur la zone (..).

Arabie saoudite

Reprise des contacts entre les ministères de la défense saoudien et turc ?

Vision 2030 : de l'opportunité d'associer les industriels français de la défense [lire Moyen-Orient : Vision 2030 (Arabie saoudite), Rafale (EAU), DONAS' (Liban)]

Egypte

Intérêt allemand pour les opportunités d'investissement en Egypte

Emirats Arabes Unis

La crise du Qatar débloquerait-elle (enfin) le programme Rafale ? [lire Moyen-Orient : Vision 2030 (Arabie saoudite), Rafale (EAU), DONAS' (Liban)]

Irak

Après Mossoul, l'Irak confirme son intérêt pour l'armement russe ?

Liban

Elargissement de la coopération militaire franco-libanaise ? [lire Moyen-Orient : Vision 2030 (Arabie saoudite), Rafale (EAU), DONAS' (Liban)]

Qatar

Doha fait miroiter de nouvelles opportunités d'affaires aux Turcs : réactions saoudiennes

Doha achète la solidarité de la Malaisie face à Riyad : contrat avec les chantiers navals malaisiens

*La suite de ces notes et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

Spotlight

Arabie saoudite

Salman évite le G20, **MBS** confie à **Ibrahim al-Assaf** la mission de représenter le royaume

C'est finalement le Ministre d'Etat membre du cabinet Ibrahim al-Assaf qui représentait l'Arabie saoudite au G20 de Hambourg, le Roi et son Prince héritier Mohammad Ben Salman ayant renoncé à faire le voyage. Le Ministre des Affaires étrangères Adel al-Jubeir, qui aurait pu se rendre lui-même à Hambourg, a expliqué ce choix par la décision du souverain de rester à Djeddah pour accompagner les évolutions régionales, entendre la crise du Qatar. Assaf, qui était Ministre des Finances, avait déjà (...)

Salman s'entretient au téléphone avec **Trump**, et **Mohammad Ben Salman** avec **Mattis**

Alors que son Secrétaire d'Etat Rex Tillerson achevait sa tournée dans le Golfe où le camp saoudo-émirati le soupçonne de favoriser le Qatar, le Président américain Donald Trump décidait de rassurer Riyad et Abou Dhabi en s'entretenant, par téléphone, avec le Roi Salman Ben Abdulaziz, et en revenant sur la fameuse base militaire d'al-Udeïd au Qatar, dans le cadre d'une interview télévisée, pour suggérer qu'il n'était pas impossible de la transférer ailleurs. Au lendemain de cet entretien téléphonique, le Prince héritier Mohammad Ben Salman, également Ministre de la Défense, prenait l'initiative d'entrer en contact téléphonique aussi avec le Secrétaire à la Défense américaine Jim Mattis pour le féliciter pour la victoire de la coalition contre l'Etat Islamique à Mossoul et pour aborder avec lui des questions régionales et des dossiers relevant de la coopération militaire entre les deux pays (...).



Meshal Hamad AlThani @Amb_AlThani · Jul 15

Qatar played a crucial role in hosting Al Udeid Base at a time when other nations in the region denied US a military presence on their soil.



34



114



181



Mohammad Ben Salman s'entretient au téléphone avec le Ministre turc de la Défense

Au lendemain de l'annonce de l'arrivée d'un nouveau groupe de militaires turcs au Qatar, le Ministre turc de la Défense Fikri Isik prenait l'initiative d'appeler au téléphone son homologue saoudien le (*Prince héritier, vice-Premier ministre et*) Ministre de la défense Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz pour tenter de briser la glace alors que les relations ne cessent de se dégrader entre Riyad et Ankara. Les désaccords

entre les deux pays ont pour noms : la base militaire turque au Qatar, le soutien officiel apporté par Ankara à Doha dans son bras de fer avec l'axe saoudo-émirat-turc, et le pont aérien établi par la Turquie vers le Qatar et qui porte un coup dur aux efforts d'isolement de l'émirat. Alors que MBS et Isik s'entretenaient au téléphone, le Ministre qatari de l'Economie cheikh Ahmad Ben Jassem Ben Mohammad Al Thani était reçu à Ankara pour négocier de nouveaux contrats avec les secteurs public et privé turcs, et le Ministre turc des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu annonçait une réunion prochaine (la 3^{ème}) du Comité stratégique turco-qatari. La reprise de contact entre MBS et Isik intervient aussi alors que le Président Recep Tayyip Erdogan (*qui recevait le 14/07 le MAE qatari cheikh Mohammad Ben Abdullah Al Thani*) annonçait son intention d'entreprendre une tournée dans le Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Qatar) afin de proposer son aide au règlement de la crise actuelle. Le Complexe Militaro-Industriel turc mise (...)

Décès du prince **Abdelrahman Ben Abdulaziz**, frère du Roi Salman

Ce frère du Roi Salman Ben Abdulaziz, diplômé de Berkeley et de l'Académie militaire de Californie, avait occupé le poste de vice-Ministre de la Défense avant de le céder à son neveu le prince Khaled Ben Sultan (...)

François Gouette et « la dimension stratégique » des relations franco-saoudiennes

En poste à Riyad depuis septembre 2016, l'Ambassadeur de France François Gouette a choisi de publier une tribune, la veille du 14 Juillet, dans le quotidien al-Riyadh, intitulé : « Un partenariat stratégique exceptionnel lie le royaume et la France ». Il parle de « l'amitié et de la confiance entre Paris et Riyad », et insiste sur la nécessité de rehausser « le partenariat économique » au niveau des relations politiques entre les deux pays, avant de parler des incontournables visas accordés aux Saoudiens pour visiter la France... La dimension militaire est absente (lire aussi dans : EAU : « **Ludovic Pouille** néglige la dimension militaire en parlant de coopération franco-émiratie), une absence qu'on doit probablement à la prudence du diplomate dont c'est le premier 14 Juillet à Riyad, et aussi à la délicatesse de ce sujet. Gouette, qui fait bien de communiquer via ce journal en particulier et en arabe, insiste donc sur le « partenariat stratégique » entre la France et l'Arabie saoudite, sur un ton plutôt diplomatique, en pleine crise entre Riyad et l'autre partenaire stratégique de Paris, le Qatar. Le lobby pro-saoudien de Paris (...)

Emirats Arabes Unis

Anwar Gargash, Ministre d'Etat aux Affaires étrangères et fer de lance de la campagne anti-qatarie, intervenait le 17/07 à Chatham House où il a maintenu une ligne rigide à l'égard du Qatar, alors que la médiation koweïtienne et les interventions américaine et française étaient bloquées.



Une semaine auparavant, c'était au tour de son homologue qatari cheikh Mohammad Al Thani de plancher devant le *think tank* londonien (...).

Ludovic Pouille néglige la dimension militaire en parlant de coopération franco-émiratie

Le nouvel Ambassadeur de France à Abou Dhabi, qui diffusait récemment une photo de lui devant un bâtiment de la Marine nationale en escale dans le pays, ne semble pas porté sur la chose militaire, ou bien il le cache encore pour le moment. Il poursuit le tour du propriétaire en prenant contact avec les relais locaux de la France, et avec les représentants des intérêts français aux EAU, avec un penchant évident pour la culture (Louvre), l'éducation (Lycées, La Sorbonne), et le business.

Dans la tribune qu'il a publiée à l'occasion du 14 Juillet dans al-Ittihad (arabe) et Gulf News (anglais), il souligne notamment la solidité des relations entre la France et les EAU « depuis la création de la fédération », et insiste sur divers axes de coopération franco-émiraties (culture, patrimoine, éducation, économie), mais ne s'aventure pas sur le délicat dossier de la coopération militaire. Le « partenariat stratégique » entre les EAU et la France est devenu un slogan que tous les responsables français et émiratis répètent à toutes les occasions : le MEAE Jean-Yves Le Drian et le PH d'Abou Dhabi MBZ viennent de souligner cette dimension « stratégique » à l'occasion de leurs discussions le 16/07, sans aborder, publiquement, la coopération militaire. Sur ce sujet, (...)

Golfe

Jean-Yves Le Drian dans les sillages de **Rex Tillerson** : le Who's Who des rencontres (lire aussi E-Diplomacy).

Jordanie

David Bertolotti explique les relations franco-jordaniennes (lire E-Diplomacy)

Liban

Bruno Foucher : Qui tente (déjà) de récupérer le nouvel Ambassadeur de France ?

Extrait du Journal Officiel : Décret du 12 juillet 2017 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de la République libanaise. M. FOUCHER (Bruno). Le 13/07, @AmbaFranceLiban annonçait l'arrivée à Beyrouth du nouvel Ambassadeur, accueilli à son arrivée à l'Aéroport International de Beyrouth par le protocole du Ministère libanais des Affaires étrangères. Le 14/07, son nom était rajouté à l'invitation qui circulait online et qui était adressée aux ressortissants français pour célébrer le 14 Juillet ce soir-là à la Résidence des Pins. L'arrivée du nouvel Ambassadeur de France, qui succède à l'Ambassadeur Emmanuel Bonne devenu depuis dircab du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, coïncide avec l'escale à Beyrouth (*en provenance de Chypre*) du Languedoc de la Marine nationale.



Le Liban n'a toujours pas d'Ambassadeur à Paris, mais ça ne saurait tarder si les compromis qui se dessinent actuellement au sein du gouvernement autour des nominations se confirment. La personne pressentie à ce poste, ancien élève de l'ENA et actuel conseiller du Ministre des Affaires étrangères Gebran Bassil, s'organise déjà pour prendre ses fonctions incessamment.

Bruno Foucher, un diplomate de haut niveau, a occupé plusieurs postes de responsabilité au Quai d'Orsay, à l'Institut Français, est porté sur la culture, un axe de coopération majeur pour les relations franco-libanaises. Mais à Beyrouth, il est surtout celui qui était en poste, des années durant, à l'Ambassade de France à Téhéran où il était particulièrement apprécié. Sa nomination à Beyrouth, où l'Ambassadeur de France est généralement (*les trois ou quatre derniers Ambassadeurs au moins*) nommé pour faciliter et accompagner les intérêts français tels que définis sur la voie Paris-Riyad..., attise les spéculations sur la nouvelle politique française au Levant et sur (...)

Qatar

Hamad Ben Khalifa Al Thani hospitalisé : **Jouaan Ben Hamad Al Thani** gère la comm' (...)

Mohammad Ben Abdullah Al Thani coordonne une *dream team* aux Affaires étrangères (...)

Eric Chevalier maintenu (provisoirement) à son poste à Doha, en attendant le retour à Paris (...)

*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord
Beyrouth • Numéro 5 • 18 juillet 2017

Middle East Strategic Perspectives
Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me